



O.P.H.
Office municipal
HLM de Nanterre

AMIANTE AUX PROVINCES FRANCAISES : UNE MANŒUVRE POLITICIENNE MEPRISABLE ET DIFFAMATOIRE

Un tract mensonger à caractère gravement diffamatoire a été diffusé sur le quartier des Provinces Françaises affirmant que « l'Office HLM de Nanterre met en danger les ouvriers et les habitants ».

Ce tract est signé par une organisation politique se préparant à participer à la prochaine échéance électorale des municipales dont un des adhérents combat depuis le début le projet de renouvellement urbain.

UN RESPECT RIGOUREUX DE LA LEGISLATION

Votre Office municipal d'HLM a toujours respecté, à la lettre, aux Provinces Françaises comme sur l'ensemble de son patrimoine, la législation en vigueur.

Il a bien transmis à l'Inspection du Travail pour le bâtiment Poitou un plan de retrait d'amiante comme il l'avait fait (ainsi que l'indique d'ailleurs contradictoirement le tract) en 2007 pour les 2 et 4 de l'allée Ile-de-France, comme il le fait pour chaque chantier le nécessitant.

Il l'a même fait deux fois pour ce bâtiment : une première fois le 19 décembre 2012, ainsi qu'en témoigne l'accusé de réception de la lettre recommandée, et une seconde fois le 15 janvier 2014, l'Inspection du Travail l'ayant redemandé. Il est possible que le premier document ait été égaré. Une preuve supplémentaire que les réductions d'effectifs dans les services publics entraînent une certaine désorganisation nuisible à leur bon fonctionnement.

Les dommages causés par l'amiante sont indéniables. En particulier pour les salariés qui sont confrontés au produit. Les patrons voyous de l'amiante ne se trouvent pas à l'Office.

Le respect des salariés et des locataires est un de nos axes de travail pour l'amiante comme pour l'ensemble des enjeux du logement social.

Les techniciens de l'Office ont été particulièrement attentifs à cette question sur les chantiers des Provinces Françaises. Pour appuyer leur démonstration, les auteurs de ce tract calomnieux ont été jusqu'à tronquer le sens d'une photo légendée « *débris de façade amiantée allée d'Alsace* ». Les débris en question ne sont pas tombés dans le cadre du chantier de démolition mais à la suite d'actes de vandalisme commis le week-end précédent par un petit groupe de jeunes. Le technicien de l'Office, par ailleurs certifié pour traiter l'amiante, a d'abord fait poser des grilles de protection devant les débris afin que personne ne puisse en

approcher. Notons au passage, que le ou les auteurs de la photo ont retiré les grilles en question pour dramatiser un peu la situation. Les débris ont ensuite été placés dans des sacs par des ouvriers de l'Office équipés réglementairement et sous le contrôle du technicien agréé qui a fait remiser ces derniers dans des locaux fermés en sous-sol en attendant leur retrait par la société spécialisée.

DES CONTROLES DE L'AIR

L'amiante est dangereux lorsqu'il est volatil et en fibres mais en aucun cas lorsqu'il est enfoncé.

Lors de chaque opération de destruction il a été procédé en amont, pendant et après, à des mesures de sa présence dans l'air, mesures qui ont confirmé qu'il n'y avait aucun danger pour les habitants du quartier. Les documents qui comportent ces relevés, comme tous les documents réglementaires relatifs à cette question sont consultables au siège de l'Office.

UNE PITOYABLE PROVOCATION

La référence à l'intervention « d'un responsable de la CNL » a pour but de semer le doute dans l'esprit des locataires. L'opération ANRU du quartier Université fait l'objet d'une concertation exigeante et active depuis six ans au cours desquels aucune question, y compris celle de l'amiante n'a été éludée.

Les habitants du quartier et les locataires de l'Office ont été informés et appelés à participer à l'élaboration du projet à chacune de ses étapes (des votes ont été organisés, des ateliers également).

Rien n'a été décidé dans l'ombre, sans tenir compte de leur opinion, de leurs suggestions.

Cette basse opération politicienne a un double objectif :

- Entraver le processus de renouvellement urbain du quartier Université démocratiquement élaboré avec la population.
- Jeter le discrédit sur les élus sortants à l'approche des élections municipales et sur les responsables et les agents de l'Office qui travaillent au quotidien au service des locataires.

Les locataires et les habitants du quartier peuvent compter sur la Direction de l'Office et ses agents pour mener à bien le projet de renouvellement de leur quartier. Ils ne se laisseront pas intimider par cette grossière provocation.

Le service Info/com.